



CONTRE LE SOUS-FINANCEMENT DE L'UQO

CONSULTATION SUR LA
POLITIQUE
QUÉBÉCOISE DE
FINANCEMENT DES
UNIVERSITÉS

SYNDICAT DES
CHARGÉES ET CHARGÉS
DE COURS DE L'UQO

20 JUIN 2023



Table des matières

Introduction.....	2
Un retard historique.....	3
Une position transfrontalière.....	4
Une université au centre des Laurentides.....	6
Et la langue française.....	7
La philanthropie et la concurrence des universités.....	8
Conclusion : pour une université proche de sa communauté.....	9

Introduction

Le 12 mai 2023, le ministère de l'Enseignement supérieur lançait ses travaux sur la révision de la Politique québécoise de financement des universités. Le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais (SCCC-UQO) a décidé de participer à cette consultation afin de défendre ses valeurs humanistes. Notre vision de la démocratisation des études supérieures s'inscrit dans une université ancrée dans son milieu, ouverte à la communauté estudiantine de première génération et accessible au plus grand nombre. La vitalité de la langue française au Québec, et plus particulièrement en Outaouais, nous tient à cœur tout comme sa place dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Avec environ 700 membres, le SCCC-UQO est le syndicat le plus représentatif de l'UQO. En plus des tâches d'enseignement et de supervision de stages, les personnes chargées de cours sont de plus en plus nombreuses à effectuer des tâches de recherche et de création. De plus, ce sont près de 73 % des cours de premier cycle, 43 % des cours de deuxième cycle et 20 % des cours de troisième cycle qui sont enseignés par des personnes chargées de cours. Enfin, près du tiers des personnes chargées de cours enseignent au campus de Saint-Jérôme.

Un retard historique

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) est, à l'instar de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, une jeune université. Elle a été fondée en 1981, c'est-à-dire bien après la création du réseau de l'Université du Québec. Malgré que l'Outaouais ait une population conséquente, l'ancien député de Hull et ministre libéral Oswald Parent considérait que la construction d'une université dans la région n'était que « pure utopie¹ ».

Historiquement, l'État québécois a délaissé l'Outaouais. Pour ses services publics, la région est dépendante de l'Ontario que l'on pense à la santé, aux services sociaux, à la formation professionnelle ou à l'enseignement supérieur. D'ailleurs, l'UQAM et l'UQO sont les seules constituantes généralistes de l'Université du Québec qui sont dans une situation de concurrence.

¹ HÉMOND, Éline, « Université du Québec à Hull : du rêve, du travail et une université », *Réseau*, février 1995, p. 10-15.

Ainsi, la création de l'Université du Québec à Hull a subi un retard important. Sa création s'est faite dans une période de crise économique et d'austérité budgétaire. Nous pouvons même évoquer une université inachevée.

Tableau 1 : Programmes universitaires au Québec, selon les régions administratives²

	Université	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat
Saguenay-Lac-Saint-Jean	UQAC	41	16	11
Mauricie	UQTR	32	27	14
Estrie	Université de Sherbrooke	50	56	35
	Université Bishop	42	5	0
Total Estrie		92	61	35
Outaouais	UQO*	19	15	5
	ENAP		1	1
Total Outaouais		19	16	6

* Incluant le campus de Saint-Jérôme de l'UQO.

Le tableau 1 montre le retard de l'Outaouais sur le nombre de programmes universitaires offerts. Ce manque de programmes entraîne inmanquablement un exode vers la rive ontarienne ou vers les universités montréalaises. Avec le financement actuel des universités où la subvention se fait principalement par en fonction de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein (EETP), il est difficile de développer de nouveaux programmes. Cela entraîne un cercle vicieux où les étudiantes et étudiants quittent la région par manque de programmes et que peu de nouveaux programmes est créé par manque de financement.

Une position transfrontalière

La principale spécificité de l'UQO par rapport aux autres universités québécoises est sa proximité avec la ville d'Ottawa. Cette situation amène bon nombre de défis, notamment pour la rétention des étudiantes et des étudiants, les ressources humaines et les transports.

La région de Gatineau-Ottawa compte 1,3 million d'habitants et est desservie par quatre universités : l'Université d'Ottawa (bilingue), l'Université Saint-Paul (bilingue),

² SCHEPPER, Bertrand, *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais*, Montréal, IRIS, août 2018, 15 pages.

l'Université Carleton (anglophone) et l'UQO (francophone). La taille de l'UQO, limitée en termes de nombre de programmes, amène un exode d'une partie des étudiantes et des étudiants de la région. L'exode vers l'Ontario peut également nuire au développement économique de l'Outaouais. L'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais affirmait que « 25 % des qualifications obtenues du côté ontarien ne sont pas reconnues au Québec³ ». L'exode massif vers les universités ontariennes participe enfin à l'anglicisation de la région.

Au-delà des conséquences sociales, économiques et démolinguistiques, nous pouvons affirmer qu'il y a une iniquité interrégionale. Nous croyons fermement que le financement des universités devrait tenir compte de la population desservie par les universités plutôt que l'EETP. Le mode de financement actuel, rappelons-le, entraîne un cercle vicieux où de nouveaux programmes ne sont pas créés par manque d'inscriptions et où il y a peu d'inscriptions par manque de programmes et de choix de cours.

Recommandation 1 : Établir un financement en fonction de la population desservie par les universités.

Une autre particularité de la région est la concurrence des salaires en moyenne plus élevés sur la rive ontarienne. De surcroît, la présence importante de la fonction publique pousse à la hausse les salaires dans la région, ce qui restreint l'attractivité de l'UQO comme employeur dans la région. Ainsi, il est fréquent que des emplois restent vacants. La pénurie de personnel de soutien est un autre frein au développement de l'UQO. Sans salaires compétitifs, l'UQO ne pourra améliorer la situation.

Recommandation 2 : Tenir compte du caractère transfrontalier de l'UQO et du salaire médian régional.

Une université au centre des Laurentides

C'est depuis longtemps que l'UQO est présente dans les Laurentides, d'abord en louant des locaux dans les différents cégeps de la région. En 2010, l'Université s'est dotée d'un campus au centre-ville de Saint-Jérôme. Rapidement, les programmes offerts dans les Laurentides se sont

³ ALLIANCE POUR LA CAUSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN OUTAOUAIS, *Déclaration*, 17 juin 2011, p. 2.

sentis à l'étroit dans les locaux actuels. Ainsi, le développement des programmes est en grande partie limité par les capacités du campus.

Avec plus de 620 000 habitants, les Laurentides forment la quatrième région administrative la plus peuplée du Québec. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), cette région sera celle qui connaîtra la plus grande croissance de sa population avec une augmentation de 21 %⁴. Le ministère de l'Enseignement supérieur doit prendre acte de cette croissance démographique et permettre à l'UQO de répondre à la demande.

Recommandation 3 : Considérer la vitalité démographique des Laurentides.

Pourtant, la population des Laurentides a un grand besoin d'accès à des études universitaires. En 2021, seulement 28,2 % des habitants de la région détenaient un certificat, un diplôme ou un grade universitaire. C'est presque 8 % de moins que la moyenne québécoise⁵. Les questions de mobilités et de développement durable justifient amplement la consolidation et le développement du campus de Saint-Jérôme. D'ailleurs, mentionnons que le site de Saint-Jérôme n'est pas qu'un simple satellite comme il en existe beaucoup au Québec. Le campus est plutôt un véritable lieu de vie universitaire qui comprend toute la mission de l'université : enseignement, recherche et services à la collectivité.

Enfin, considérant le financement par EETP, nous assistons à une course aux campus satellites afin d'augmenter la « clientèle des universités ». Finalement, les universités se nuisent entre elles en offrant des salles de cours sans réelle vie de campus et sans activités de recherche. La croissance démographique des Laurentides est susceptible d'amener une nouvelle « ruée vers l'or ». Nous considérons plutôt que le campus de l'UQO devrait être consolidé dans l'intérêt supérieur de la population desservie.

Recommandation 4 : Établir un moratoire sur l'établissement de campus satellites dans des régions actuellement desservies par une université.

⁴ ISQ, *Mise à jour des projections de la population du Québec et de ses régions*, 25 juillet 2022.

⁵ UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, *Pour une nouvelle impulsion de l'Université du Québec à la hauteur des aspirations du Québec*, 6 juin 2023.

Et la langue française...

L'Outaouais est une région qui s'anglicise rapidement. Dans la région métropolitaine de Gatineau, le français comme langue maternelle est passé de 76,6 % à 71,3 % entre 2011 et 2021. L'anglais comme langue maternelle est passée, pendant la même période, de 13,4 % à 19,9 %. En 2022, 9,5 % de la population ne maîtrisait pas le français et 17,4 % utilisait l'anglais le plus souvent à la maison.

L'exode de la jeunesse vers les universités ottaviennes n'aide en rien à la situation. La rétention de la population étudiante, autant au cégep qu'à l'université, devrait ainsi être une priorité du gouvernement.

Pour être plus attractive, l'Université doit développer de nouveaux programmes. Ce développement est, encore une fois, rendu difficile avec le mode de financement actuel. Pour créer de nouveaux programmes, l'Université doit faire des choix difficiles. Par exemple, l'UQO a créé cette année un Département de droit. Toutefois, le Département d'études langagières a été dissous la même année, notamment pour des raisons de rentabilité. Comment expliquer une telle décision considérant que les francophones ont besoin de soutien pour maintenir leurs compétences ou même les améliorer? Les étudiantes et étudiants en sciences de l'éducation devraient suivre davantage de cours de français de même que celles et ceux internationaux dont la langue maternelle n'est pas le français. Aux deuxième et troisième cycles, certaines personnes étudiantes ne parlent même pas français. En somme, si l'UQO a les moyens, elle pourra devenir un acteur important pour préserver le caractère francophone de la région. Malheureusement, l'État québécois a délaissé cette région depuis longtemps au profit de la région métropolitaine d'Ottawa.

Recommandation 5 : Tenir compte de l'équilibre linguistique.

La philanthropie et la concurrence des universités

L'UQO est une université au service de la communauté. Elle accueille un nombre important d'étudiantes et d'étudiants de première génération. Avec la montée de la philanthropie dans les grandes universités à charte, notamment à l'Université McGill et, dans une moindre mesure, à l'Université Laval, l'UQO a de la difficulté à être « concurrentielle ».

Par l'accès à des déductions fiscales, nous pouvons affirmer que cette philanthropie est en grande partie financée par l'État. D'ailleurs, ces fondations sont encadrées par la Loi sur les fondations universitaires. Comme le mentionne le Comité école et société de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (FNEEQ-CSN) :

« Nous constatons aussi les impacts de la concurrence engendrée par les fondations en enseignement supérieur, car les dons à coups de millions de dollars créent un déséquilibre dans la course aux meilleurs étudiants et étudiantes – qui est en soi problématique –, ce qui accentue l'élitisme. Ultimement, [cela] accroît inéluctablement les inégalités sociales dans la population étudiante. C'est là tout le contraire de ce que les milieux d'enseignement devraient incarner⁶ ».

Les fondations créent une inégalité importante où les universités du réseau de l'Université du Québec sont perdantes. Ces fondations contribuent également à rendre les universités anglophones plus attrayantes, ce qui n'aide en rien le rayonnement de la langue française dans l'enseignement supérieur et la recherche au Québec.

S'il n'est évidemment pas souhaiter de mettre fin au mécénat, nous encourageons le gouvernement à revoir sa fiscalité ou, à tout le moins, d'instaurer un système de péréquation entre les universités au moins à la hauteur des déductions fiscales accordées.

Recommandation 6 : Établir une péréquation entre les fondations universitaires.

Conclusion : pour une université proche de sa communauté

Le mode de financement actuel est un frein au développement de l'UQO. Pourtant, cette université a une grande utilité en Outaouais et dans les Laurentides. En 2016, 52 % des étudiantes et des étudiants de l'UQO étaient de première génération⁷. Ce concept réfère à « l'étudiant dont les parents n'ont jamais fréquenté un établissement d'enseignement

⁶ FNEEQ, *Partenariats et place de l'entreprise privée en éducation*, juin 2021, p. 131.

⁷ BONIN, Sylvie, *Les étudiants de première génération universitaire. Toujours d'actualité!*, Université du Québec, janvier 2019.

postsecondaire⁸ ». De surcroît, à l'automne 2022, 39 % de la population étudiante était inscrite à temps partiel⁹. C'est huit points de pourcentage de plus que la moyenne des universités québécoises.

Ainsi, ces caractéristiques font de l'UQO un acteur essentiel dans le développement social, culturel et économique pour l'Outaouais, les Laurentides et l'ensemble du Québec. Cependant, ces études moins linéaires amènent parfois un taux de diplomation plus faible. C'est pourquoi l'État devrait réinvestir dans les universités du réseau de l'Université du Québec qui défendent toutes cette vision humaniste de démocratisation de l'enseignement supérieur.

Enfin, soulignons l'importance des personnes chargées de cours à l'UQO. Ces enseignantes et enseignants à statut précaire offrent, comme nous l'avons mentionné en introduction, près de 73 % des cours de premier cycle, 43 % des cours de deuxième cycle et 20 % des cours de troisième cycle. Mentionnons que ces personnes sont de plus en plus nombreuses à effectuer des activités de recherche. Au Québec, nous évaluons à 30 % la proportion des personnes chargées de cours effectuant de la recherche ou de la recherche-créditation¹⁰. Nous pensons que cette situation devrait être reconnue à sa juste valeur afin que leurs recherches puissent bénéficier à nos communautés et permettre à l'UQO de rayonner davantage.

Recommandation 7 : Créer un fonds dédié à la recherche des personnes chargées de cours

⁸ *Id.*

⁹ Source : Universités Canada.

¹⁰ HARVEY, Nicolas, « Portrait de la personne chargée de cours québécoise », Cahiers scientifiques de l'Acfas 120, p. 42-53.